

<https://acdn.net/spip/spip.php?article281>



Toulouse, le 17 mars 2007

NON à L'EPR ! NON au nucléaire civil et militaire !

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : dimanche 18 mars 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Samedi 17 mars, cinq manifestations simultanées organisées par le réseau "Sortir du nucléaire" à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse pour dire NON au réacteur nucléaire EPR, NON au nucléaire civil et militaire, OUI aux alternatives, ont rassemblé plus de 60000 personnes. Voici l'intervention d'ACDN dans la manifestation de Toulouse, soulignant l'urgence du désarmement nucléaire.

Il y a bien des raisons de s'opposer à la construction de l'EPR, comme l'expriment les grandes manifestations d'aujourd'hui. Mais il en est une que l'actualité internationale met en lumière et qui mérite d'être soulignée. C'est sa contribution à la prolifération des armes nucléaires et aux risques de guerre nucléaire.

L'EPR, dont la France n'a nul besoin, est avant tout conçu pour l'exportation. Avant même d'exister en France, l'EPR a été vendu sur plans à la Finlande. Ce premier prototype et celui de Flamanville -s'il était maintenu- seront des vitrines pour les marchés étrangers et particulièrement les pays émergents. AREVA et EDF ont démarché la Chine et l'Inde avec l'appui de la diplomatie française. Le voyage du président Chirac en Inde l'an dernier avait deux objectifs commerciaux majeurs : y vendre des armes, telles que sous-marins ou avions de guerre, et des installations nucléaires, en particulier l'EPR.

Le 30 mars 2006, l'Iran a proposé de mettre en place un consortium international dont la France, l'Allemagne et la Russie feraient partie, pour l'aider à réaliser ses ambitions nucléaires civiles. Si ce consortium devait voir le jour, la France et l'Allemagne, associées à l'EPR à travers AREVA et SIEMENS, chercheraient sûrement à le vendre à l'Iran.

Mais la crise autour du nucléaire iranien a mis en évidence le fait que les technologies nucléaires sont duales, qu'il est impossible d'établir une cloison étanche entre leur usage civil pour la production d'énergie et leur usage militaire pour la production d'armes. Les mêmes connaissances et les mêmes techniciens produisent les deux, on l'a constaté aussi en France. Le même processus d'enrichissement du minerai d'uranium en U235 produit le combustible des centrales et l'explosif des bombes. Et le plutonium extrait des centrales peut, lui aussi, servir d'explosif. La communauté internationale s'en avise bien tard dans le cas de l'Iran, après avoir laissé Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord se procurer des armes atomiques sous couvert de programmes civils. L'EPR n'échappera pas à cette règle. Vouloir l'exporter, c'est donc s'autoriser d'une main ce que l'on s'interdit de l'autre. C'est en quelque sorte tenter le diable : tout Etat qui en disposera pourra, s'il le décide un jour, en faire le cheval de Troie de sa Bombe.

C'est pourquoi, ACDN a fait, en mars 2006, une suggestion au gouvernement iranien, d'abord par lettre, puis de vive voix au chef de l'ambassade d'Iran à Paris, enfin en mai 2006 lorsqu'une délégation officielle conduite par M. Moujani est venue à Saintes participer aux 2e Rencontres internationales pour le désarmement nucléaire, biologique et chimique. Nous avons suggéré à l'Iran de renoncer à son programme nucléaire civil, tout simplement. Ainsi l'Iran apporterait-il la preuve irréfutable qu'il ne poursuit pas, à travers un programme civil, des ambitions militaires. Du coup, il pourrait se porter à la tête des pays ayant renoncé au nucléaire pour promouvoir à la fois les économies d'énergie, les énergies renouvelables, et le désarmement nucléaire. Au lieu de suivre le déplorable exemple de la France, c'est la France qui devrait alors suivre l'exemple de l'Iran car, militaire ou civil, le nucléaire n'a pas d'avenir.

Si cette solution de bon sens n'a pas encore été retenue, elle demeure d'actualité à un moment où le « dossier iranien » menace, malgré les « sanctions internationales », de déboucher sur une action militaire que les Etats-Unis ont d'ores et déjà mise au point et qui pourrait même user d'armes nucléaires. Un comble quand on prétend vouloir éviter de cette façon... la prolifération et l'emploi des armes nucléaires.

NON à L'EPR ! NON au nucléaire civil et militaire !

Dans ce contexte dramatique dû aux liens inextricables entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire, nous appelons les citoyens français à exiger des candidats à la présidence de la République et des futurs députés qu'ils engagent la France sur la voie de la sagesse, c'est-à-dire vers la sortie du nucléaire civil et militaire. Qu'ils commencent donc par suspendre tant la construction de l'EPR que la fabrication de nouvelles armes nucléaires. Sous sa forme civile, l'énergie nucléaire est dangereuse ; sous sa forme militaire, elle est mortifère et criminelle. Nous n'en voulons sous aucune forme. Qu'on demande donc au peuple français ce qu'il en pense. En tout cas pour ce qui concerne les armes nucléaires, « fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables » (général US Lee Butler), **un référendum s'impose**. C'est ce que nous demandons depuis 1996, et maintenant plus que jamais.

Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire

Post-scriptum :

Au cours du débat ayant précédé la manifestation, l'idée du référendum a également été soutenue avec une grande vigueur par le député européen (Vert) Gérard Onesta, par ailleurs co-signataire de la lettre pour une solution pacifique du dossier iranien. Il s'est dit convaincu que

- ▶ **seul un référendum permettrait d'avoir sur le nucléaire le débat public susceptible d'intéresser les Français : un débat débouchant sur une décision politique prise par eux-mêmes.** Comme ce fut le cas pour le référendum sur le projet de constitution européenne.
- ▶ **en pareil cas, les arguments des pronucléaires ne feraient pas le poids face à ceux des antinucléaires :** selon Gérard Onesta, jamais on n'a vu un pronucléaire sortir vainqueur d'une telle confrontation.